

ARRETE MUNICIPAL PORTANT REGLLEMENTATION DU MARCHÉ HEBDOMADAIRE DE LA VILLE DE THOIRY

N°253/23 (remplace le n°70/20)

SOMMAIRE

Table des matières

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
ARTICLE 1 : LIEUX, JOURS ET HORAIRES D'OUVERTURE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 : AUTORISATION D'OCCUPATION D'UN EMPLACEMENT.....	5
ARTICLE 3 : ADMINISTRATION DES MARCHES.....	5
ARTICLE 4 : COMMISSION CONSULTATIVE DU MARCHÉ, DEFINITION ET ROLE	5
ARTICLE 5 : AUTORISATION DE VENTE ET DEMANDE D'ABONNEMENT.....	6
CHAPITRE 2 – ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS.....	8
ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS DITS « FIXES » OU PAR ABONNEMENT	8
ARTICLE 7 : ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS TEMPORAIREMENT VACANTS A DES PASSAGERS	10
ARTICLE 8 : EMPLACEMENTS RESERVES AUX ASSOCIATIONS.....	10
CHAPITRE 3 – CESSATION D'ACTIVITE.....	11
ARTICLE 9 : CESSATION D'ACTIVITE VOLONTAIRE DU TITULAIRE	11
ARTICLE 10 : CESSATION D'ACTIVITE EN CAS DE DECES, D'INCAPACITE, DE RETRAITE OU DE CESSATION D'ACTIVITE DU TITULAIRE	11
ARTICLE 11 : CESSATION D'ACTIVITE SANS PRESENTATION D'UN SUCESSEUR	12
ARTICLE 12 : CESSATION D'ACTIVITE EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE	12
CHAPITRE 4 – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES MARCHES.....	12
ARTICLE 13 : INSTALLATION DES BANCS.....	12
ARTICLE 14 : DELIMITATION DES EMPLACEMENTS	12
ARTICLE 15 : ARRIVEE - DEPART DES PROFESSIONNELS DES MARCHES - VEHICULES	13
CHAPITRE 5 – PERCEPTION DES DROITS DE PLACE.....	13
ARTICLE 16 : TARIFS ET DROITS DE PLACE	13
ARTICLE 17 : PAIEMENT DES DROITS DE PLACE DES ABONNES.....	14
ARTICLE 18 : PAIEMENT DES DROITS DE PLACE DES PASSAGERS	14
CHAPITRE 6 – POLICE GENERALE DES MARCHES.....	15
ARTICLE 19 : PRINCIPES GENERAUX.....	15
ARTICLE 20 : PROPRIETE ET RESPECT DU DOMAINE PUBLIC DES MARCHES.....	15
ARTICLE 21 : HYGIENE DES DENREES EXPOSEES A LA VENTE	16
ARTICLE 22 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT	17
ARTICLE 23 : TRAVAUX, INDISPONIBILITE DU DOMAINE PUBLIC	17

ARTICLE 24 : MODALITES DE VENTE	17
CHAPITRE 7 – POLICE DES SANCTIONS	20
ARTICLE 25 : CONTROLE ET SANCTIONS	20
ARTICLE 26 : PROCEDURES APPLICABLES AUX SANCTIONS PREVUES A L'ARTICLE 25.....	21
CHAPITRE 8 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MARCHES DE DETAIL À CARACTERE SPECIFIQUE.....	22
ARTICLE 27 : MARCHE DE PRODUCTEURS	22
CHAPITRE 9 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ACTIVITES AMBULANTES.....	22
ARTICLE 28 : DEROGATIONS - ASSOCIATIONS	22
ARTICLE 29 : ACTIVITES DE PROPAGANDE ELECTORALE ET POLITIQUE (PROPAGANDE ORALE, TRACTAGE)	23
CHAPITRE 10 – EXECUTION DU REGLEMENT ET ENTREE EN VIGUEUR	23
ARTICLE 30 : ENTREE EN VIGUEUR.....	23
ARTICLE 31 : EXECUTION DU REGLEMENT.....	23
ARTICLE 32 : AMPLIATION.....	24
ARTICLE 33 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS	24
ARTICLE 34 : CONTROLE DE LEGALITE.....	24
ANNEXE 1	25
ANNEXE 2	26
ANNEXE 3	27

Le Maire de la Ville de THOIRY,

N°253/23

(Remplace le n°70/20)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2224-18 et L 2224-18-1,

Vu le Code du Commerce et notamment son article R 123-208-5,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment l'article L 3322-6,

Vu le Code Pénal et notamment ses articles R 644-3 et L 541-10-5,

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 541-2 et L 541-10-5,

Vu la loi du 2 et 17 mars 1791 relative à la liberté du commerce et de l'industrie,

Vu la loi n°73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du Commerce et de l'Artisanat

Vu la loi n°2008-776 du 4 août 2008 dite de modernisation de l'économie,

Vu la loi du n° 2014-626 du 18 Juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises,

Vu le décret n° 2009-194 du 18 février 2009 relatif à l'exercice des activités commerciales et artisanales ambulantes,

Vu le décret n° 2018-689 du 1er août 2018

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 1998 relatif aux conditions techniques et hygiéniques applicables au transfert des aliments,

Vu l'arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant,

Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 2010 relatif à la carte permettant l'exercice d'une activité commerciale ou artisanale ambulante,

Vu les règlements départementaux et municipaux sanitaires en vigueur,

Vu l'arrêté municipal permanent du 14 mars 2023 relatif aux règles de circulation et de stationnement pendant le marché hebdomadaire,

Vu les avis des organisations professionnelles intéressées régulièrement consultées, conformément à l'article L2224-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°23 du Conseil Municipal en date du 1^{er} juillet 2020 relative à la mise en place d'une Commission Consultative des Foires et Marchés,

Vu la délibération n°DEL-2023-21 du Conseil Municipal en date du 8 mars 2023 relative à la modification de la grille tarifaire des droits de place du marché dominical et des autres occupations du domaine public.

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de réglementer le marché municipal afin d'en assurer le bon fonctionnement et de garantir l'ordre, la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de modifier l'arrêté n°70/20 du 3 juillet 2020 portant réglementation du marché hebdomadaire du dimanche matin en remplacement de l'arrêté n°40/03 du 6 novembre 2003 ;

CONSIDERANT la loi dite LOI PINEL, n°2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises ;

ARRETE

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

PREAMBULE

Il est admis que :

- **Un professionnel du marché** est un commerçant, artisan ou producteur déballant sur le marché.
- **Un titulaire** est un professionnel du marché disposant d'une place dite « fixe », sur un emplacement déterminé du marché. En devenant titulaire, le professionnel s'engage à être assidu sur le marché dominical de THOIRY pour permettre d'offrir une régularité à la clientèle. Le paiement de la place du titulaire se fait par abonnement semestriel.
- **Un passager** est un professionnel du marché ne possédant pas de place dite « fixe » et n'étant engagé à aucune assiduité sur le marché de THOIRY. Le paiement de sa place se fait directement sur le marché le jour même.

ARTICLE 1 : LIEUX, JOURS ET HORAIRES D'OUVERTURE DU MARCHÉ

Le marché de la Ville de THOIRY se déroulera le dimanche matin, tout au long de l'année et sera situé Place de la Mairie, Rue Briand-Stresemann (partie située entre les rues de la Fruitière et des Marterets), Rue de Combes (de la rue Briand-Stresemann jusqu'à l'entrée du parking de l'immeuble "Le Clos de Trévie"), suivant le plan joint en annexe 3.

Toute vente ou exposition sur la voie publique est interdite en dehors de l'espace réservé au marché et défini ci-dessus.

Les différents horaires autorisés sur le marché de la ville de THOIRY sont les suivants* :

	HORAIRE D'ARRIVÉE	ATTRIBUTION DES PLACES LIBRES	FIN D'EVACUATION DES VEHICULES	OUVERTURE AU PUBLIC	FERMETURE AU PUBLIC	RETOUR DES VEHICULES	EVACUATION DES COMMERÇANTS
Abonnés	06h00	/	07h30	08h00	13h00	13h	14h00
Non abonnés	/	07h00	07h30	08h00	13h00	13h	14h00

***Durant le marché ayant lieu le dimanche de la fête patronale de la Saint-Maurice en Septembre de chaque année, les horaires d'ouverture du marché au public sont de 08 heures à 12 heures, les commerçants devront quitter les lieux à 13 heures.**

ARTICLE 2 : AUTORISATION D'OCCUPATION D'UN EMPLACEMENT

L'autorisation d'occupation d'un emplacement sur le marché municipal est accordée par le Maire de la Ville de THOIRY. Elle donne lieu à une autorisation annuelle. Elle est personnelle, non cessible, précaire et révocable.

L'autorisation est attribuée en nom propre.

Dans le cas d'une personne morale, le représentant légal sera titulaire de l'autorisation. En aucun cas, une cession de parts ou un changement de gérant ne pourra avoir pour effet de transférer l'autorisation précaire et temporaire qui lui est délivrée à son bénéficiaire personnel, à une autre personne physique ou morale de droit privé.

En cas de radiation, le représentant légal de la société perd les emplacements sur le marché.

L'autorisation peut être retirée à tout moment pour motif d'intérêt général, ou de sécurité publique, lié à l'organisation ou à la gestion du domaine public, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Toute vente ou exposition sur la voie publique est interdite en dehors des emplacements définis pour le marché.

ARTICLE 3 : ADMINISTRATION DES MARCHES

L'autorité municipale est représentée sur le marché par les placiers référents assermentés.

Les placiers-référents sont placés sous l'autorité du Chef de Service de la Police Municipale. Ils sont chargés de faire respecter le présent règlement du marché de la Ville de THOIRY, et plus précisément :

- Contrôler la situation réglementaire des professionnels du marché avant l'installation,
- Attribuer les emplacements,
- Percevoir les droits de place pour les passagers, en application des tarifs édictés par le Conseil Municipal et ce pour chaque année,
- Développer et contrôler l'esthétique des bancs, la sécurité des installations et contribuer ainsi à l'amélioration du marché,
- Faire appliquer les décisions concernant l'organisation et le fonctionnement du marché.

ARTICLE 4 : COMMISSION CONSULTATIVE DU MARCHE, DEFINITION ET ROLE

Une Commission Consultative du marché a été créée par la délibération n°23 du Conseil Municipal de la ville de Thoiry en date du 1^{er} juillet 2020. Elle a pour objet de maintenir un dialogue permanent entre la municipalité et l'ensemble des commerçants du marché.

Elle pourra être consulté notamment sur les questions relatives :

- à l'organisation, au fonctionnement, à la modernisation et à l'animation du marché, à sa synergie et sa complémentarité avec le tissu commercial de la Ville,
- aux modifications du règlement général du marché rendues nécessaires par l'évolution des pratiques commerciales ou de la législation,
- à la création, la suppression, ou le transfert éventuel du marché,
- au régime des droits de place,
- à l'attribution des emplacements pour les titulaires,
- aux sanctions disciplinaires de niveau III (désabonnement définitif).

La Commission Consultative du marché forain sera présidée par le Maire. Elle comprend des membres permanents et des membres facultatifs :

Membres Permanents :

- Le Maire ou son représentant ;
- Le Chef de Service de la Police Municipale ;
- Les placiers ou leur représentant ;
- Deux représentants des commerçants ;
- Un représentant du Syndicat Interprofessionnel des Commerçants et Artisans des marchés de détail Rhône-Alpes (SICAR) ;
- Un représentant du Syndicat des Commerçants non Sédentaires de la Haute-Savoie ;
- Un représentant du Syndicat des Commerçants non Sédentaires de l'Ain.

Le Président de la Commission peut solliciter selon la nature de l'ordre du jour, toute autre personne en sa qualité d'expert sur le sujet de sa compétence. Cette personne n'aura pas la qualité de membre de la Commission.

La durée du mandat des membres permanents correspond à la durée du mandat municipal.

La Commission Consultative du marché forain se réunit au moins une fois par an, ainsi qu'à la demande d'un ou plusieurs de ses membres.

ARTICLE 5 : AUTORISATION DE VENTE ET DEMANDE D'ABONNEMENT

5.1. Demande préalable d'autorisation de vente

La délivrance d'une autorisation de vente n'ouvre droit à occuper un emplacement de passager que dans la limite des places disponibles. Elle est obligatoire pour obtenir une place d'abonné.

Toute personne désirant obtenir une autorisation de vente sur le marché de THOIRY devra en faire la demande écrite auprès du Maire de la Ville de THOIRY - Service de la Police Municipale - 374 rue Briand Stresemann - 01710 THOIRY.

Cette demande mentionnera :

- Nom - prénoms

- Date et lieu de naissance
- Adresse
- Numéro(s) de téléphone
- Adresse courriel
- Nature précise du commerce exercé

La délivrance de cette permission est subordonnée aux conditions et à la production des pièces désignées en annexe

1. Toute personne désirant obtenir un emplacement devra en conséquence satisfaire aux conditions suivantes selon son statut :

5.1.1. Pour les producteurs :

- S'il s'agit d'un exploitant agricole : être majeur, être affilié à la Mutualité Sociale Agricole, remplir les obligations qu'implique l'exercice légal de sa profession.
- S'il s'agit d'une société ou d'un groupement agricole : être affilié à la Mutualité Sociale Agricole, faire connaître à l'Administration, outre sa raison sociale et son siège social, les noms, prénoms et adresse du gestionnaire chargé de diriger l'exploitation.
- S'il s'agit d'un petit producteur, à savoir un particulier dont l'activité n'est pas déclarée : être majeur, fournir un certificat de la Mairie du lieu de production.

**Les personnes vendant des produits de leur exploitation agricole devront placer, d'une façon apparente, au-devant et au-dessus de leurs marchandises, une pancarte rigide portant en gros caractères le mot << PRODUCTEUR >>. Cette pancarte ne devra être apposée que sur les étalages vendant uniquement leur production.*

Le producteur étant autorisé à effectuer accessoirement des achats destinés à la revente dans la limite des seuils définis par les services fiscaux.

5.1.2. Pour les commerçants ou artisans :

- S'il s'agit d'une personne physique :
Être majeure, être inscrite personnellement au Registre du Commerce ou au Répertoire des Métiers pour l'activité à pratiquer sur l'emplacement sollicité, remplir les obligations qu'implique l'exercice légal de la profession de commerçant non sédentaire.
- S'il s'agit d'une personne morale :
Être inscrite au Registre du Commerce ou Répertoire des Métiers pour l'activité à pratiquer sur l'emplacement sollicité, remplir les obligations qu'implique l'exercice légal de la profession de commerçant non sédentaire (carte d'identité de commerçant non sédentaire et assurance professionnelle).

L'acceptation ne sera définitive qu'après la présentation par le titulaire d'un extrait du Registre du Commerce, du Répertoire des Métiers ou de la Mutualité Sociale Agricole, de moins de six mois. Les demandes écrites seront enregistrées à la date de leur réception et inscrites par ordre sur le registre ouvert à cet effet. Les emplacements seront attribués en priorité aux exposants en ayant fait une demande écrite. Le Maire se réserve cependant le droit de toujours disposer à son gré des emplacements libres, le refus d'agrément étant sans recours d'aucune sorte.

Les titulaires de l'autorisation devront être en règle et notamment vis-à-vis de toutes les lois fiscales, sociales, professionnelles et de toutes autres prescriptions réglementaires applicables en l'espèce pour exercer leurs activités.

Les commerçants devront être en mesure de présenter à toute réquisition des placiers. Un extrait du registre du commerce ou carte de commerçant non sédentaire.

Les producteurs devront être en mesure de présenter le relevé d'exploitation agricole avec mention des produits, ainsi qu'un permis de conduire en cours de validité, le certificat du contrôle technique du véhicule et les attestations d'assurances dûment à jour de cotisations.

5.2. Passagers

Sous condition de la présentation des documents d'activité non sédentaire, les passagers seront principalement installés rue de Combes, soit par tirage au sort, soit par ordre d'arrivée et sous condition du mètre demandé. Les ventes doivent s'effectuer uniquement dans les limites des emplacements attribués aux permissionnaires.

5.3. Assurance Responsabilité Civile Professionnelle (RC)

Les professionnels du marché doivent justifier d'une assurance qui couvre, au titre de l'exercice de leur profession et de l'occupation de l'emplacement, leur responsabilité civile professionnelle pour les dommages corporels et matériels causés à quiconque par eux-mêmes, leur suppléant (conjoint-collaborateur, employé), leur véhicule, leurs installations ou leurs marchandises. En cas d'accident ou dommages de toutes natures qui pourraient survenir du fait du professionnel des marchés, de son personnel ou de ses biens, pour quelque cause que ce soit, aucune responsabilité ne pourra être retenue, ni de recours engagé contre la Ville de THOIRY. Seul le professionnel des marchés assumera les charges et les conséquences d'un sinistre pour lequel il serait mis en cause.

CHAPITRE 2 – ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS

ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS DITS « FIXES » OU PAR ABONNEMENT

6.1. Les règles d'attribution

Pour obtenir une place fixe, ou à l'abonnement, le professionnel des marchés doit être en possession de la carte faisant office d'autorisation de vente délivrée par le service de la Police Municipale de la Ville de THOIRY (voir article 5 du présent règlement). Cette autorisation de vente établit le point de départ de l'ancienneté requise pour l'attribution des emplacements fixes ou par abonnement.

Le postulant souhaitant un emplacement par abonnement doit présenter sa demande, par écrit, selon les modalités prévues à l'article 5 du présent règlement.

Toute demande non satisfaite devra être renouvelée chaque année. A défaut de renouvellement, la Ville considérera que le postulant a renoncé à sa candidature.

Les demandes d'abonnement sont étudiées en commission d'attribution par la Commission Consultative du marché.

Concernant l'attribution des emplacements, les critères suivants seront pris en compte :

- l'ancienneté de l'autorisation de vente
- l'assiduité du candidat aux opérations de tirage au sort sur le marché demandé
- la spécificité du produit vendu
- l'aspect qualitatif du banc (présentation, esthétique, etc.)
- le comportement du commerçant lorsqu'il déballe, en tant que passager, sur le marché de THOIRY (sanction suite à infraction dûment constatée au moyen d'un rapport).

L'abonnement donne lieu à une autorisation individuelle d'autorisation d'occupation du domaine public renouvelable tous les ans.

6.2. Vacances des places

Les emplacements devenant libres seront mis à l'affichage pendant quinze jours sur les panneaux d'affichage de la Mairie de THOIRY.

Un communiqué sera distribué aux commerçants sur le marché de THOIRY afin de les en informer.

6.3. Assiduité et absence sur les marchés

L'autorisation d'occupation du domaine public est strictement personnelle. Elle ne peut être cédée à titre gratuit ou onéreux, prêtée ou sous-louée. Elle est toujours temporaire et sera retirée si le titulaire ne se conforme pas aux prescriptions du présent règlement.

Le titulaire de l'autorisation doit être présent sur son banc pendant toute la durée du marché. Il peut toutefois se faire remplacer par son conjoint-collaborateur ou par un employé dûment déclaré (à l'URSSAF).

Dans ce cas, le conjoint-collaborateur ou l'employé devront être en possession d'une copie de la carte « autorisation de vente » du titulaire.

• Présences – Absence

L'emplacement inoccupé sans justificatif valable (congés, maladie avec présentation d'un arrêt de travail) sur une durée de 6 semaines consécutives sur le marché, par le titulaire de l'emplacement, pourra être repris après constat de vacance par l'autorité compétente.

Le titulaire qui ne remplira pas ces conditions fera l'objet d'une demande de justification sous forme de courrier en recommandé avec accusé de réception.

Sans réponse motivée sous 15 jours à compter de la date de réception du courrier, il verra son autorisation retirée et perdra sa place sur le marché de THOIRY sans qu'il puisse prétendre à une quelconque indemnité.

• Maladie, maternité, accident

En cas de maladie grave, de maternité ou d'accident, le titulaire peut, sur demande écrite et adressée au Maire de THOIRY au service de la Police Municipale, en joignant l'arrêt de travail ou de maternité, obtenir son remplacement, par une personne de son choix : conjoint-collaborateur ou employé. Dans ce cas, le titulaire demeure responsable des agissements de son remplaçant qui est tenu de respecter en tous points le présent règlement pour garder son droit d'abonnement.

Cependant, la Ville de THOIRY se réserve le droit d'accepter ou de refuser la demande du titulaire. La décision sera notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

- **Congés**

En ce qui concerne les congés, le titulaire s'engage à prévenir le service de la Police Municipale ou les agents placiers des dates de ses congés.

Dans tous les cas, il sera tout de même redevable des droits de place liés à son abonnement.

6.4. Le respect de la nature du commerce déclaré : activités et produits vendus

Le titulaire s'engage à exercer sur l'emplacement fixe l'activité déclarée lors de son attribution. Le changement d'activité doit préalablement faire l'objet d'une demande écrite au Maire de la Ville de THOIRY, qui rendra sa décision après avis de la Commission du marché forain. Ce changement pourra entraîner une modification de l'emplacement.

ARTICLE 7 : ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS TEMPORAIREMENT VACANTS A DES PASSAGERS

Les emplacements vacants ou non occupés par les abonnés peuvent être attribués aux passagers, pour la durée du marché, par les placiers, par ordre d'arrivée, par tirage au sort et ce à compter de 7h00.

Dans la mesure du possible et en fonction des possibilités matérielles, les placiers, lors du placement des passagers, s'efforceront d'éviter de placer côte à côte ou en vis-à-vis, des professionnels commercialisant les mêmes articles, le partage de place est strictement interdit.

ARTICLE 8 : EMPLACEMENTS RESERVES AUX ASSOCIATIONS

Deux emplacements sur le marché sont réservés pour les associations :

- Au pied de l'escalier de la Mairie,
- À l'entrée du parking de la Mairie.

Les associations Thoirysiennes seront prioritaires.

Toute demande, par les associations, d'emplacement sur le marché devra se faire par courrier, dans un délai minimum d'un mois avant le dimanche souhaité.

Les associations extérieures à la commune devront fournir un récépissé de déclaration de création d'une association.

CHAPITRE 3 – CESSATION D'ACTIVITE

Conformément à l'article L 2224-18-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le titulaire d'une autorisation d'occupation du domaine public au sein d'une halle ou d'un marché, peut présenter au Maire son successeur en cas de cession de son fond.

ARTICLE 9 : CESSATION D'ACTIVITE VOLONTAIRE DU TITULAIRE

Cas des professionnels immatriculés au registre du commerce et des sociétés ou au registre des métiers et de l'artisanat.

Le titulaire d'une autorisation d'occupation peut présenter au Maire de la Ville de THOIRY, une personne comme successeur en cas de cession de son fond, pour la totalité de l'emplacement pour lequel il dispose d'une autorisation.

Pour être éligible, le titulaire cédant son activité devra :

- être inscrit au registre du commerce et des sociétés ou au registre des métiers et de l'artisanat,
- être titulaire d'une place fixe sur le marché de la ville de THOIRY,
- fournir l'acte de cession de son fonds (à l'exception d'une transmission entre époux ou de parent à enfant).

De plus, son repreneur devra :

- être inscrit au registre du commerce et des sociétés ou au registre des métiers et de l'artisanat,
- présenter un dossier de reprise comprenant :
 - ses noms et prénoms
 - sa date et lieu de naissance
 - son adresse
 - l'activité précise exercée
 - les besoins en matière d'électricité
 - les justificatifs professionnels tels qu'indiqués dans l'annexe 2 du présent règlement

A réception de tous les documents, le Maire approuvera ou non la succession. La décision du Maire sera notifiée dans un délai de 2 mois. Dans le cas d'un refus, le Maire justifiera sa décision. Dans le cas d'un accord, le successeur perdra l'ancienneté du cédant excepté dans le cas d'une transmission au conjoint, le conjoint gardant l'ancienneté du cédant. Il est entendu que le repreneur exercera la même activité que le cédant.

ARTICLE 10 : CESSATION D'ACTIVITE EN CAS DE DECES, D'INCAPACITE, DE RETRAITE OU DE CESSATION D'ACTIVITE DU TITULAIRE

En cas de décès, d'incapacité, de retraite ou de cessation d'activité du titulaire, le droit de présentation d'un successeur sera transmis aux ayants-droits qui peuvent en faire usage au bénéfice de l'un d'eux. À défaut d'exercice dans un délai de six mois à compter du fait générateur, le droit de présentation sera caduc. Les démarches à effectuer pour la proposition d'un successeur sur les emplacements du titulaire défunt seront les mêmes qu'à l'article 9 ci-dessus.

La Ville de THOIRY étend cette possibilité pour les ayants droit, de proposer un successeur à l'artisan (inscription au registre des métiers et de l'artisanat) ou au producteur (inscription à la MSA).

ARTICLE 11 : CESSATION D'ACTIVITE SANS PRESENTATION D'UN SUCCESSEUR

Dans le cas où le titulaire ne présenterait pas de successeur, toute place devenue vacante sera prioritairement proposée aux commerçants abonnés sur le marché, par ordre d'ancienneté.

Si aucun commerçant abonné ne souhaite occuper la place vacante, celle-ci sera alors attribuée dans les conditions prévues à l'article 6.1 du présent règlement. Toutefois, concernant les emplacements réservés aux camions-magasins, la Ville se réserve le droit de les geler, et ce afin de préserver l'équilibre du marché.

ARTICLE 12 : CESSATION D'ACTIVITE EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de liquidation judiciaire, les places des titulaires seront supprimées, même en cas de réinscription immédiate au Registre du Commerce, à la Chambre des Métiers ou à la Mutualité Sociale Agricole.

Pendant la période de redressement judiciaire, aucune mutation ou nouvel abonnement ne pourra être effectué.

CHAPITRE 4 – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES MARCHES

ARTICLE 13 : INSTALLATION DES BANCs

Le matériel de vente (tables, bancs etc.) utilisé par les commerçants ne pourra pas dépasser les limites de l'emplacement. Lorsque la configuration du marché le permet, un espace de 0,50 mètre sera laissé entre chaque banc pour le passage des professionnels des marchés. Il sera réservé un couloir de 3,5 mètres minimum de largeur pour la circulation des secours.

Est interdit de s'installer, s'agrandir ou changer de place, sans l'autorisation du placier.

L'agrandissement d'un emplacement doit préalablement faire l'objet d'une demande écrite au Maire de la Ville de THOIRY, qui rendra sa décision après avis de la Commission du marché forain.

L'agrandissement sera soumis au paiement du droit de place afférent (prix du mètre linéaire / jour fixé chaque année par décision du Conseil Municipal).

Le changement de place sera soumis à l'ancienneté d'abonnement sur le marché.

ARTICLE 14 : DELIMITATION DES EMPLACEMENTS

Les commerçants doivent se conformer strictement aux limites, saillies qui sont fixées par les placiers. Ceux-ci ont toute autorité pour faire déplacer ou enlever les bancs qui n'entrent pas dans les limites des places ou du périmètre du marché. La longueur de chaque emplacement ne pourra excéder quinze mètres linéaires.

Les allées de circulation et de dégagement réservées au passage des clients doivent être laissées libres en permanence. Il est interdit de gêner le passage des acheteurs dans les allées après l'horaire d'ouverture au public, et notamment :

- de disposer des étalages en saillie sur les passages. Aucun étalage, ni penderie, ne doit dépasser de l'alignement des bancs.
- de déposer, même momentanément, sous quelque prétexte que ce soit, des marchandises ou tous autres objets, dans les allées.
- d'aller au-devant des passants pour leur proposer des marchandises
- de procéder à des ventes dans les allées.

ARTICLE 15 : ARRIVEE - DEPART DES PROFESSIONNELS DES MARCHES - VEHICULES

A l'arrivée comme au départ, l'entrée des véhicules sur le marché se fera sous le contrôle des placiers et suivant leurs instructions.

Afin de préserver l'aspect esthétique de son marché et pour des raisons de sécurité, la Ville souhaite limiter au maximum le stationnement des véhicules des commerçants sur le marché. Aussi, en dehors des emplacements adaptés, le stationnement des véhicules forains sera interdit dans le marché pendant la durée d'ouverture au public.

En fin de marché, les professionnels des marchés devront respecter scrupuleusement les horaires de début et fin de marché indiqués à l'article 1. Au moment du remballage, l'entrée des véhicules s'effectuera à l'appréciation des placiers, en fonction de la situation, et sous leur autorité. Trente minutes après l'heure de fin d'autorisation de vente sur le domaine public soit 13 heures 30.

Les commerçants qui ne respecteront pas ces mesures se verront sanctionnés, conformément aux dispositions de l'article 25 du présent règlement.

Les véhicules des professionnels des marchés devront respecter la réglementation générale du stationnement aux abords des marchés.

La Ville de THOIRY décline toute responsabilité en ce qui concerne les accidents qui pourraient survenir pendant les manœuvres d'installation et d'enlèvement ainsi que de tout manquement au respect du code de la route.

CHAPITRE 5 – PERCEPTION DES DROITS DE PLACE

ARTICLE 16 : TARIFS ET DROITS DE PLACE

Toute occupation privative du domaine public est assujettie au paiement des droits de place. Leur tarification est fixée chaque année, après consultation des organisations professionnelles intéressées. Ces droits de place sont calculés par mètre linéaire et réglés :

- Au semestre pour les abonnés.
- Par jour de marché pour les passagers.

Le placement des professionnels des marchés et le recouvrement des droits de place ne sauraient en aucun cas donner lieu à remise de pourboires ou primes quelconques. De telles pratiques sont formellement interdites sous peine d'exclusion immédiate et définitive des professionnels des marchés concernés et de sanctions à l'encontre de l'agent fautif.

ARTICLE 17 : PAIEMENT DES DROITS DE PLACE DES ABONNES

- Chèque,
- Espèces,
- Carte bancaire.

17.1 - Paiement par chèque, espèce ou carte bancaire

Le règlement s'effectuera directement au service comptabilité de la Mairie de THOIRY, par semestre, d'avance :

- 1^{er} semestre : paiement au plus tard le 10 février,
- 2^{ème} semestre : paiement au plus tard le 10 août,

Le titulaire qui n'aura pas effectué le paiement des droits de place dans le délai imparti sera désabonné après demande de justification adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, sauf en cas de non production pour les producteurs.

ARTICLE 18 : PAIEMENT DES DROITS DE PLACE DES PASSAGERS

Les droits de place au jour sont exigibles avant l'installation sur le banc. Les professionnels des marchés doivent donc prévoir de disposer du montant nécessaire pour l'emplacement attribué. Le commerçant qui refusera de payer son droit de place avant l'installation ne sera pas autorisé à déballer. La perception des droits de place donne lieu à la délivrance d'un reçu.

En cas de refus de paiement, le professionnel du marché s'expose aux sanctions prévues à l'article 25 du présent règlement à savoir l'exclusion du marché et le retrait de l'autorisation de vente.

18.1 Constatation de paiement

Le paiement du droit de place est constaté au moyen de quittances ou tickets de couleur, numérotés par séries. Les marchands sont tenus de présenter, à toute réquisition, les avis de paiements (ou quittances) ou les tickets, correspondants à leur métrage effectivement déballé.

Il est interdit aux marchands de verser, et au personnel de recevoir, une somme supérieure à celle correspondant aux reçus ou tickets.

18.2 Validité des tickets

Ils n'ont de valeur que pour la durée du jour de leur délivrance ou celle qui y est inscrite explicitement. Le redevable (commerçant non sédentaire) doit vérifier la valeur représentée par les tickets et les protéger de toute destruction jusqu'à la fermeture du marché. À défaut de pouvoir justifier du paiement de ses droits pour les journées en cours, il s'expose à une nouvelle redevance.

18.3 Refus de paiement

Le refus de paiement des droits de place entraîne l'expulsion immédiate et définitive du marché, sans recours d'aucune sorte et sans préjudice de poursuites exercées par la Ville de Thoiry contre son débiteur. Entraîne également l'expulsion du marché, l'usage qui aurait été fait par un marchand d'une autorisation de vente, reçu d'abonnement ou tickets qui lui auraient été prêtés ou cédés par un titulaire régulier.

CHAPITRE 6 – POLICE GENERALE DES MARCHES

ARTICLE 19 : PRINCIPES GENERAUX

La Ville de THOIRY se réserve le droit d'interdire à la vente tout produit ou service jugé dangereux ou pouvant porter atteinte à la salubrité, l'hygiène, la sécurité publique et aux bonnes mœurs. À ce titre, la Ville de THOIRY peut vérifier la conformité réglementaire de l'hygiène des professionnels des marchés qui devront donc se tenir à disposition des services de contrôle compétents.

ARTICLE 20 : PROPRETE ET RESPECT DU DOMAINE PUBLIC DES MARCHES.

20.1. Principe du « zéro déchet » : aucun déchet ne doit rester sur place.

L'article L 541-2 du Code de l'Environnement désigne la responsabilité des professionnels non sédentaires dans l'élimination des déchets qu'ils produisent. Ainsi, chaque commerçant non sédentaire est responsable de ses déchets et de leur élimination, conformément aux textes en vigueur.

Les professionnels installés sur le marché de THOIRY devront donc maintenir leur emplacement et ses abords en parfait état de propreté pendant et après l'exercice de leur activité. D'une manière générale et quelle que soit l'activité, aucun déchet ne devra être jeté à même le sol. Ces déchets devront être recueillis par les intéressés dans des contenants appropriés personnels. Ceux-ci devront être étanches pour les métiers de bouche. L'apport et le dépôt des emballages ou marchandises avariées provenant de ventes précédentes sont interdits.

Après chaque marché, les commerçants devront emporter avec eux tous les emballages, cagettes, cintres, sacs vides etc. À l'issue de chaque marché, ils seront tenus de balayer le sol sur le périmètre de leur emplacement. Il est strictement interdit de procéder au nettoyage de quelque matériel que ce soit sur le marché.

Tout manquement à ces règles, peut donner lieu à une mesure de police du Maire pouvant entraîner une exclusion temporaire ou définitive du marché de la Ville de THOIRY, sans prétendre à une quelconque indemnité.

20.2. Respect de l'espace public

Il est interdit de :

- Dégrader le sol et d'y faire des installations fixes de quelque nature que ce soit. À ce titre, les professionnels des marchés devront prendre toutes les précautions utiles pour éviter que le sol ne soit souillé compte tenu du stationnement de leurs véhicules ou de l'activité exercée notamment en utilisant des moyens appropriés comme un carré de sol plastique.

Il est interdit de :

- Fixer des clous, prendre appui sur les végétaux ou le mobilier urbain à usage du public (abribus...), attacher des cordages aux végétaux.
- Déverser à leurs pieds tous liquides et substances de quelque nature que ce soit et pouvant nuire à ces végétaux.
- Utiliser à quelque fin que ce soit le mobilier urbain.

En cas de non-respect des règles, les sanctions prévues à l'article 25 du présent règlement seront appliquées.

ARTICLE 21 : HYGIENE DES DENREES EXPOSEES A LA VENTE

Toutes les marchandises destinées à être consommées doivent répondre à des normes concernant l'hygiène et la salubrité. Il appartient à chaque professionnel des marchés de procéder à des contrôles réguliers quant à la conformité de ces aliments. Toute marchandise altérée, souillée, impropre à la consommation doit être retirée de la vente sous sa responsabilité et son appréciation de professionnel.

Les professionnels des marchés doivent utiliser des équipements et matériaux assurant le meilleur niveau d'hygiène évitant toute contamination et altération de leurs produits :

- les étals doivent être nettoyés, désinfectés et conçus en matériaux lisses,
- les denrées alimentaires entamées doivent être mises sous film,
- aucune marchandise ne peut être exposée à la vente à moins de 80 centimètres de hauteur,
- toute cagette doit être isolée du sol,
- les personnes amenées à manipuler les aliments sont tenues à la plus grande propreté corporelle et vestimentaire et le cas échéant à porter des vêtements adaptés,
- les gibiers à plumes et les volailles ne peuvent être plumés sur le marché même,
- seuls les poissonniers ayant un camion-magasin pourront déballer sur le marché de THOIRY. Leurs vitrines doivent être aménagées de telle sorte que l'eau de fusion de la glace, ainsi que celle utilisée pour leur activité, ne s'écoule pas dans les allées et sous les étalages voisins,
- l'exposition et l'abattage d'animaux vivants sont strictement interdits sur le marché,
- les poissons peuvent être vidés et écaillés à la condition que les déchets soient recueillis dans un récipient étanche,
- les abats doivent être apportés chez l'équarrisseur,
- toutes les précautions doivent être prises notamment pour les professionnels des marchés qui disposent de matériel source de chaleur (rôtisserie, plaques, chauffage d'appoint etc.) pour éviter tout accident vis à vis de la clientèle.
- La vente directe, par le cueilleur au consommateur, de champignons sauvages est interdite sur le marché de THOIRY. Les commerçants devront être en mesure de fournir les documents relatifs à la traçabilité des champignons vendus sur leurs étals.

En cas de non-respect de ces règles, les dispositions prévues à l'article 25 seront applicables.

ARTICLE 22 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT

La circulation et le stationnement de tous les véhicules, cycles, engins de déplacement personnel est interdite, tous les dimanches, de 06h00 à 14h00 dans le périmètre du marché hebdomadaire.

L'accès et le stationnement des véhicules assurant la sécurité (pompiers, etc.) doivent être possibles en permanence. Il est notamment formellement interdit d'occuper les aires de sécurité ainsi que les espaces prévus pour le cheminement des piétons.

Les dispositions de circulation définies ci-dessus ne s'appliquent pas aux véhicules des commerçants et des associations ayant un emplacement attribué par le placier, pendant les heures de mise en place du marché, de 06h00 à 07h30 et d'évacuation du marché de 13h30 à 14h00.

La circulation, déplacement des véhicules, engins, outils de manutention des commerçants est interdite entre 8h00 et 13h30 dans les rues et sur les places où se tient le marché.

L'ouverture du marché étant fixée à 6h00 pour permettre l'installation des bancs, les véhicules des commerçants devront être évacués de la zone du marché dans les conditions prévues à l'article 15 pour permettre l'ouverture du marché au public dès 8h00.

ARTICLE 23 : TRAVAUX, INDISPONIBILITE DU DOMAINE PUBLIC

Le périmètre du marché pourra être modifié temporairement. Si par suite de travaux ou d'indisponibilité du domaine public impactant le fonctionnement du marché, des usagers du marché se trouvent momentanément privés de leur place, il leur sera attribué un autre emplacement, dans toute la mesure du possible. Une fois l'emplacement attribué, il reste définitif pendant toute la durée des travaux quel que soit la ou les raisons invoquées.

Le remplacement des commerçants s'effectuera à l'ancienneté sur le marché.

En cas de circonstance exceptionnelle, la tenue du marché pourra être annulée, après avis de la Commission du marché forain, sans qu'il en résulte un droit à indemnité quelconque.

ARTICLE 24 : MODALITES DE VENTE

24.1. Nuisances sonores

Il est interdit de :

- troubler la tranquillité des riverains par des bruits, cris ou klaxons,
- faire fonctionner tout appareil ou instrument destiné à faire du bruit, transmettre ou amplifier les sons (notamment en utilisant une sonorisation avec micro). Cette disposition est valable pour l'ensemble des professionnels du marché.
- d'attirer le client par des cris abusifs et répétés annonçant la nature et le prix des articles mis en vente,
- porter atteinte à l'exercice du commerce, à la tranquillité et à la sécurité des personnes par des attitudes hostiles (rixes, querelles, tapages, chants ou jeux quelconques)

24.2. Pratiques de vente

Il est interdit :

- de marquer une place ou de la faire garder par un tiers
- de barrer le chemin, de tirer par le bras ou les vêtements des clients
- d'appeler les clients d'un emplacement à un autre
- de stationner debout ou assis dans les passages réservés à la circulation
- de vendre les produits manufacturés neufs ou d'occasion suivants : vêtements, chaussures, lunettes, quincaillerie et bazar autre que des ustensiles de cuisine, etc.
- de vendre à l'aide d'animaux
- de pratiquer l'expression culturelle
- d'effectuer des manœuvres visant à tromper le client ou à créer une concurrence déloyale envers les autres professionnels du marché
- d'effectuer une distribution de tracts et/ou de prospectus à l'exception des dispositions de l'article 29.
- d'effectuer une animation sans autorisation de l'autorité municipale
- de proposer des jeux de hasard et d'argent
- de dire la bonne aventure, de tirer les cartes, d'interpréter les songes, de vendre des horoscopes ou toutes choses analogues
- de mendier pendant la durée et sur l'emprise même du marché
- de procéder à des quêtes et collectes d'argent
- d'aller au-devant des passants pour leur offrir des marchandises
- de vendre, louer, sous-louer ou négocier d'une manière quelconque tout ou en partie de l'emplacement obtenu sur le marché de la ville de THOIRY
- de vendre « à la postiche » en stand fermé par un rideau ou corde
- de laisser courir sur le sol des câbles électriques sans protection (utilisation de goulottes).

24.3. Transparence des informations fournies aux clients

- La dénomination du produit, l'affichage du prix et l'indication de la provenance (inscrits en toutes lettres) doivent être visibles de la clientèle
- Les producteurs ayant le double statut de producteur et revendeur doivent présenter séparément les produits de l'exploitation et des produits de revente. De plus, les personnes vendant exclusivement les produits de leur exploitation agricole devront placer d'une façon apparente sur leur étalage « PRODUCTEUR » ou « PRODUCTEUR BIOLOGIQUE ».
- Les balances seront placées à plat et de telle sorte que les clients puissent aisément se rendre compte du pesage. Elles doivent être vérifiées tous les deux ans par un organisme agréé.

- L'étiquetage des produits biologiques devra mentionner "biologique" ou "bio" ainsi que le numéro d'agrément de l'organisme certificateur. Les logos bio (européen ou AB) indiquent que les produits sont biologiques à 100% ou contiennent au moins 95% de produits biologiques si la part restante n'est pas disponible en bio.
- Toute tromperie envers le public, soit sur la quantité, soit sur la qualité de la marchandise sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur et entraînera l'interdiction de vendre sur le marché.

24.4 Mise à disposition de sacs réutilisables ou recyclables

Conformément à l'article L 541-10-5 du Code de l'Environnement, il est mis fin, depuis le 1er janvier 2017, à la mise à disposition, à titre onéreux ou gratuit, de sacs en matières plastiques à usage unique, destiné à l'emballage des marchandises.

Les commerçants devront donc mettre à disposition de leur clientèle, uniquement des sacs réutilisables ou recyclables.

24.5. Matériels et installation

La Ville de THOIRY pourra solliciter des contrôles de la part de la Direction Départementale de la Protection des Populations.

Les professionnels des marchés s'engagent à respecter les points suivants :

- Pour préserver la sécurité des clients, le matériel de vente doit être en bon état et présenter un aspect convenable.
- Le matériel de vente (tables, bancs, etc.) utilisé par les professionnels des marchés ne pourra pas dépasser les limites de l'emplacement attribué.
- En ce qui concerne les penderies, elles ne pourront être supérieures à 2 mètres en fond de bancs et à 1 mètre 30 de retour sur les côtés.
- Les appareils de cuisson devront être installés à l'intérieur d'une zone où le public n'a pas accès.
- Pour toute utilisation de bouteille de gaz (propane uniquement), la présence d'un extincteur est obligatoire. Tout appareil de chauffage et de cuisson doit être agréé, homologué, conformément aux normes et règlements en vigueur et être tenu en parfait état de propreté et de fonctionnement. L'approvisionnement est limité au maximum à 26 kg de gaz liquéfié, conservé en deux bouteilles métalliques de 25 litres de capacité, contenant chacune 13 kg de gaz liquéfié et poinçonnées par le service des Mines, exception faite pour les remorques rôtissoires pour lesquelles l'approvisionnement est assuré par 6 à 8 bouteilles de propane.
- La bouteille en service est obligatoirement munie d'un appareil détenteur de pression, solidement fixé.
- La bouteille de réserve reste coiffée du bouchon métallique recouvrant son robinet d'émission de gaz.
- Les bouteilles de gaz doivent être protégées contre les chocs. Dans le cas où cette protection est assurée par des récipients clos, ceux-ci doivent être largement ventilés par des ouvertures pratiquées à leur partie inférieure.

- L'usage de raccords souples est toléré sous réserve que le raccord ne fasse pas plus d'un mètre et que ses extrémités soient solidement assujetties aux embouts.
- L'utilisation de groupe électrogène est interdite. Une dérogation exceptionnelle pourra être accordée sur demande, sur les marchés non équipés de prises électriques, sous réserve que ledit groupe soit silencieux et que tous les documents attestant de sa conformité soient produits.
- En dehors des végétaux, aucune marchandise ne pourra être étalée sur le sol, même sur une bâche ou un tapis, mais devra impérativement être posée sur des tables ou des bancs prévus à cet effet. Pour la vente de produits alimentaires, le matériel de vente devra être à une hauteur minimum de 0,80 mètre.
- Aucun emballage vide ou garni ne sera placé devant le banc de vente ou à l'intérieur de l'emplacement.
- Les tentes abris ne déborderont de la surface de l'emplacement de plus de 0,50 mètre de façade ni de plus de 0,25 mètre sur les côtés. Elles ne devront pas empiéter sur les installations voisines ni gêner la visibilité ou masquer les panneaux de signalisation routières (ces derniers doivent être en toutes circonstances visibles par les usagers de la voie publique). Leur partie la plus basse ne descendra pas à moins de 1,80 mètre au-dessus du sol.
- Les panneaux publicitaires seront installés à l'intérieur des bancs et non dans les allées.
- Les côtés et le fond des tentes abris devront être transparents.

CHAPITRE 7 – POLICE DES SANCTIONS

ARTICLE 25 : CONTROLE ET SANCTIONS

L'autorité municipale est représentée sur le marché par les placiers qui ont le pouvoir de faire appliquer le présent règlement.

Sans préjudice des sanctions d'ordre pénal, toute infraction au présent règlement ou tout trouble à l'ordre public commis par les commerçants exposeront ceux-ci aux sanctions ci-après énumérées.

Ces sanctions leur seront notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception, et/ou notification.

Avertissement avec inscription au dossier :

Pour une première infraction au règlement constatée qui n'entre pas dans le cadre d'une suspension ou d'une exclusion définitive.

Suspension temporaire :

Pour une deuxième infraction constatée, ou pour les motifs suivants (liste non exhaustive) :

- exercice d'une nouvelle activité sans autorisation,
- sous-location ou prêt d'un emplacement,
- refus de faire réparer les dégradations commises par le titulaire ou son personnel,

- non-production dans les délais prescrits de documents professionnels demandés, défaut d'assurance couvrant, au titre de l'exercice de sa profession et de l'occupation de l'emplacement, sa responsabilité professionnelle pour les dommages corporels et matériels causés à quiconque par lui-même, son conjoint collaborateur, son salarié ou ses installations,
- non-respect des mesures d'hygiène, branchement électrique non conforme,
- non-respect des consignes de propreté,
- départ du commerçant (abonné ou passager), sans autorisation du placier, après l'attribution des emplacements.

Exclusion définitive et retrait de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public :

Pour une troisième infraction constatée, ou pour les motifs suivants (liste non exhaustive) :

- non-paiement des droits de place après relance,
- autorisation obtenue par fraude,
- faits graves en matière d'hygiène alimentaire,
- tentative de corruption (pourboires et autres primes de tous ordres)
- insulte, menaces envers les placiers ou tout représentant de l'Administration Municipale, ou atteinte à leur intégrité physique,
- faits graves causant des troubles à l'ordre public,

Concernant les trois derniers cas, le professionnel sera immédiatement exclu du marché de la Ville de Thoiry, en attendant que la Commission Consultative du marché soit consultée.

ARTICLE 26 : PROCEDURES APPLICABLES AUX SANCTIONS PREVUES A L'ARTICLE 25

26.1. Phase contradictoire

Sauf en cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles, les conditions de mise en œuvre des sanctions seront conformes à la procédure contradictoire prévue par l'article L 121-1 du Code des Relations entre le Public et l'Administration.

Une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception est notifiée au titulaire de l'autorisation avec précision d'un délai pour lui permettre de présenter les observations écrites et, le cas échéant, sur sa demande, des observations orales. Il peut être accompagné d'une personne de son choix.

En l'absence de réponse ou en cas de réponse inappropriée, un arrêté de suspension ou une lettre d'avertissement seront pris.

En cas de non retrait par l'intéressé du courrier recommandé, le délai mentionné dans la mise en demeure commencera à courir à partir de la date de la première présentation.

Si la lettre recommandée avec accusé de réception revient au service de la Police Municipale avec la mention « destinataire inconnu à l'adresse », le courrier ou l'arrêté sera notifié en mains propres à l'intéressé par les placiers contre signature.

26.2. Sanction

Le courrier d'avertissement ou l'arrêté de suspension ou d'exclusion est adressé par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou notifiés aux intéressés en mains propres.

En cas de non retrait par l'intéressé du courrier recommandé, la sanction sera applicable à partir de la date de la première présentation.

La suspension temporaire entraîne pour le titulaire d'une place fixe l'obligation de laisser l'emplacement inoccupé pendant la durée de la suspension, sur le marché de la Ville de Thoiry. Cette obligation s'applique également aux représentants légaux du titulaire de la place (conjoint-collaborateur, employé, etc.). Cependant, elle ne dispense pas l'intéressé du règlement du droit de place dans les délais habituels.

CHAPITRE 8 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MARCHES DE DETAIL À CARACTERE SPECIFIQUE

Toutes les règles présentées en première partie de ce règlement sont aussi applicables aux professionnels du marché de détail à caractère spécifique ci-après.

ARTICLE 27 : MARCHÉ DE PRODUCTEURS

Le marché de Thoiry est réservé aux producteurs inscrits à une caisse de mutualité agricole.

La pratique de l'achat revente est autorisée dans la limite de la réglementation juridique et fiscale en vigueur.

Les producteurs déballant sur ce marché ont l'obligation d'afficher la provenance de chaque produit en faisant mention de ce qui est de leur propre production et ce qui est de l'ordre de la revente.

CHAPITRE 9 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ACTIVITES AMBULANTES

ARTICLE 28 : DEROGATIONS - ASSOCIATIONS

Sauf autorisation écrite de la Ville de Thoiry, sont interdits les déballages, pour la vente ou l'exposition, d'objets ou de denrées quelconques, dans les rues et places publiques autres que celles prévues pour la tenue des foires ou marchés, et, dans ces lieux, en dehors des jours et heures d'ouverture réglementaire.

Dans toute la mesure du possible, notamment sur les marchés saturés, les agents placiers pourront attribuer un emplacement aux associations loi du 1er juillet 1901, reconnues d'utilité publique ou organismes d'intérêt général, à but humanitaire ou caritatif et aux associations relatives à la promotion des marchés de plein air. Ils veilleront à ce qu'il n'en résulte aucune entrave au bon déroulement du marché et aucune concurrence déloyale pour les commerçants.

Des dérogations à titre exceptionnel peuvent être accordées par le Maire aux établissements scolaires et aux associations locales pour l'installation d'un banc. Une demande écrite devra être adressée à la Mairie - Service de la

Police Municipale - un mois avant la date souhaitée. Il est précisé toutefois, que les emplacements disponibles sont accordés en priorité aux commerçants et producteurs.

ARTICLE 29 : ACTIVITES DE PROPAGANDE ELECTORALE ET POLITIQUE (PROPAGANDE ORALE, TRACTAGE)

Toute activité liée à la propagande politique est interdite au sein et aux abords du marché en dehors d'une période de six mois préalables à toute élection prévue au Code électoral.

Pendant les six mois précédant toute élection, les représentants de candidats ou partis seront autorisés à mener des activités de propagande orale ou écrite (tractages) au sein du marché dominical ou à ses abords. L'emplacement retenu (à l'intérieur ou aux abords du marché) dépendra du nombre de demandes similaires et donc de la place disponible. Les demandes devront être transmises à la Mairie par écrit (mail ou courrier) au moins 48h à l'avance (le vendredi midi pour le dimanche au plus tard).

Lorsqu'ils seront installés au sein du marché, les représentants de candidats ou partis seront installés au niveau des trois entrées du marché, situées :

- Rue Briand Stresemann, au nord
- Rue Briand Stresemann, au sud (croisement avec la rue des Marterets)
- Rue de Combes

Ils devront veiller à mener leurs activités dans un périmètre maximal de 5m autour de ces entrées.

En cas de nécessité ou d'impossibilité d'occuper ces emplacements, un autre emplacement sera convenu avec la Police municipale.

Les opérations de propagande devront impérativement respecter les règles suivantes :

- Elles auront lieu aux emplacements précités, sans déambulation.
- Elles ne devront pas entraver la circulation des usagers du marché (clients et commerçants).
- Elles ne pourront pas se faire au moyen de dispositif d'amplification sonore (haut-parleurs, mégaphone, portevoix, enceintes, etc.) et sans troubler les opérations des commerçants.

CHAPITRE 10 – EXECUTION DU REGLEMENT ET ENTREE EN VIGUEUR

ARTICLE 30 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent arrêté entre en vigueur à compter de la date du 1^{er} novembre 2023. À cette date, il abroge les dispositions de l'arrêté municipal en date du 3 juillet 2020 portant règlement des marchés sur le territoire de la Ville de THOIRY.

ARTICLE 31 : EXECUTION DU REGLEMENT

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de THOIRY,
- Madame la Directrice des Services Techniques de la Mairie de THOIRY,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale de la Mairie de THOIRY,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 32 : AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Gex,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de THOIRY.
- Monsieur le Responsable du Syndicat des commerçants non-sédentaires de l'Ain,
- Monsieur le Responsable du Syndicat des commerçants non-sédentaires de la Haute-Savoie.

ARTICLE 33 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de THOIRY dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin 69433 LYON, cedex 03, dans un délai de deux mois :

- à compter de la date de publication de l'arrêté,
- ou à compter de la réponse de la Ville de THOIRY, si un recours gracieux a été préalablement déposé.

ARTICLE 34 : CONTROLE DE LEGALITE

Le présent arrêté sera transmis au bureau du contrôle de légalité à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Gex

Fait à Thoiry,
Le 10 octobre 2023

Le Maire, **Muriel BENIER**



ANNEXE 1

Commerçants revendeurs, artisans, auto-entrepreneurs :

- Document officiel attestant de l'identité (C.N.I., passeport, carte de résident),
- Carte permettant l'exercice d'activités non sédentaires en cours de validité,
- Extrait d'inscription au registre du commerce ou registre des métiers datant de moins de 3 mois,
- Attestation d'assurance civile professionnelle,
- Pour les revendeurs de produits biologiques : mention « produits biologiques » sur l'extrait d'inscription au registre du commerce.

Producteurs :

- Document officiel attestant de l'identité (C.N.I., passeport, carte de résident),
- Attestation d'inscription à la Caisse de Mutualité Agricole de leur département,
- Attestation des services fiscaux et relevé parcellaire de l'exploitation,
- Attestation d'assurance civile professionnelle,
- Pour les producteurs bio : Agrément biologique délivré par le Ministère de l'Agriculture Pour les vendeurs directs de lait et produits laitiers : certificat d'ONILAIT en cours de validité,
- Pour les ostréiculteurs : certificat de l'Administration Maritime et attestation sanitaire.

Établissements pour lesquels sont préparées, traitées, transformées, exposées, mises en vente ou vendues des denrées alimentaires animales ou d'origine animale :

- fiche de déclaration et d'identification prévue par le Code Rural et de la Pêche Maritimes (CERFA N° 13984*03)

Exploitation en société :

- Statuts à jour de la Société,
- Attestation d'assujettissement à la contribution foncière des entreprises (CFE).

Employé d'un commerçant :

- Déclaration unique d'embauche délivrée par l'URSSAF,
- puis, bulletin de salaire de moins de 3 mois.

ANNEXE 2**CHARTRE PROPRETE****Le marché « zéro déchets »**

Chaque commerçant est responsable de ses déchets et de leur élimination.

- Aucun déchet ne doit être jeté à même le sol,
- Les déchets doivent être recueillis par les intéressés dans des contenants appropriés personnels. Ceux-ci doivent être étanches pour les métiers de bouche. L'apport et le dépôt des emballages ou marchandises avariées provenant de ventes précédentes sont interdits,
- Après chaque marché, les commerçants doivent emporter avec eux tous les emballages, cagettes, cintres, sacs vides etc.
- À l'issue de chaque marché, vous devez balayer le sol sur le périmètre de votre emplacement,
- Il est strictement interdit de procéder au nettoyage de quelque matériel que ce soit, sur le marché.

Le marché propre avec tri sélectif

Respectez les consignes indiquées et laissez les déchets triés sur votre emplacement.

- Pensez à bien débarrasser tous les contenants des restes de fruits et de légumes, des films en plastique ou des papiers. Chaque forain doit se munir de sacs-poubelle en plastique pour mettre ses déchets. Ces derniers doivent être fermés et transportables,
- Ranger les cartons, les cagettes en bois et les cagettes en plastique séparément,
- Chaque type de déchet trié doit être rangé en tas à côté des sacs contenant les déchets résiduels.

NB : les déchets de viandes et de poissons doivent être conservés et emportés par le commerçant qui doit les remettre à un équarrisseur agréé.

ANNEXE 3

PLAN DU MARCHÉ



Accusé de réception en préfecture
001-210104196-20231010-AR253-23-AR
Date de télétransmission : 10/10/2023
Date de réception préfecture : 10/10/2023